

Du 'Printemps arabe' au 'Printemps subsaharien' ?

Des protestations continueront à peser sur les gouvernements si ceux-ci n'utilisent pas les ressources d'une Afrique riche pour satisfaire, au moins, les besoins de base de leurs habitants.

Fátima Valcárcel

Il semble difficile de défendre que l'on ne pouvait pas s'attendre à ce que le *Printemps arabe* s'étendit au reste d'Afrique et d'insister sur le fait que ceci est improbable, alors qu'au moment même où j'écris cet article, le Sénégal est en train de vivre l'un des moments de plus grande tension préélectorale de l'histoire de sa démocratie « moderne ». Cependant, cette affirmation peut sembler moins incohérente si, face à la généralisation, l'on s'arrête sur les particularités : celles d'une Afrique subsaharienne diverse, et celles d'une région dont les éléments communs nous aident aussi à la comprendre comme un tout, bien qu'au coût de la simplification.

Au cours du printemps 2011, il semblait facile d'écouter les jeunes voix de la diaspora africaine qui soutenaient que ce qui était en train d'arriver dans le Nord arriverait bientôt au sud du Sahara. Ou de lire des paroles comme celles de l'activiste pro Droits de l'Homme et prix Nobel, Wangari Maathai, qui des mois avant son décès, déclarait : « Un vent souffle. Il se dirige vers le Sud et il ne pourra pas toujours être réprimé ». De ce fait, pendant les premiers mois de 2011, l'effet de contagion prit même une certaine forme dans quelques pays comme le Burkina Faso, mais les protestations furent rares et durement contrôlées. Toutefois, il est certain qu'une partie de la population était de plus en plus disposée à défendre ses droits politiques.

Cependant, pour lors aussi, la plupart des experts consultés en Espagne et dans la région prédisaient le contraire : depuis assez longtemps, dans des pays comme le Sénégal ou le Cameroun, les mouvements sociaux manifestaient leur mécontentement et celui-ci pourrait arriver à acquérir des dimensions semblables à celles qui avaient lieu au Maghreb et au Mashrek, mais ni les origines étaient les mêmes, ni la situation était extrapolable à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

L'une des principales justifications pour cette affirmation est celle que signale le professeur d'Histoire d'Afrique de la Faculté de Géographie et Histoire de l'Université de Barcelone, Ferran Iniesta : « En réalité, l'Afrique noire a déjà eu son 'printemps' au milieu des années quatre-vingt-dix, bien avant le *Printemps arabe*. Le résultat fut une démocratisation des processus institu-

tionnels, non méprisables : parlements, presse d'opposition et fraudes discrètes, en général ».

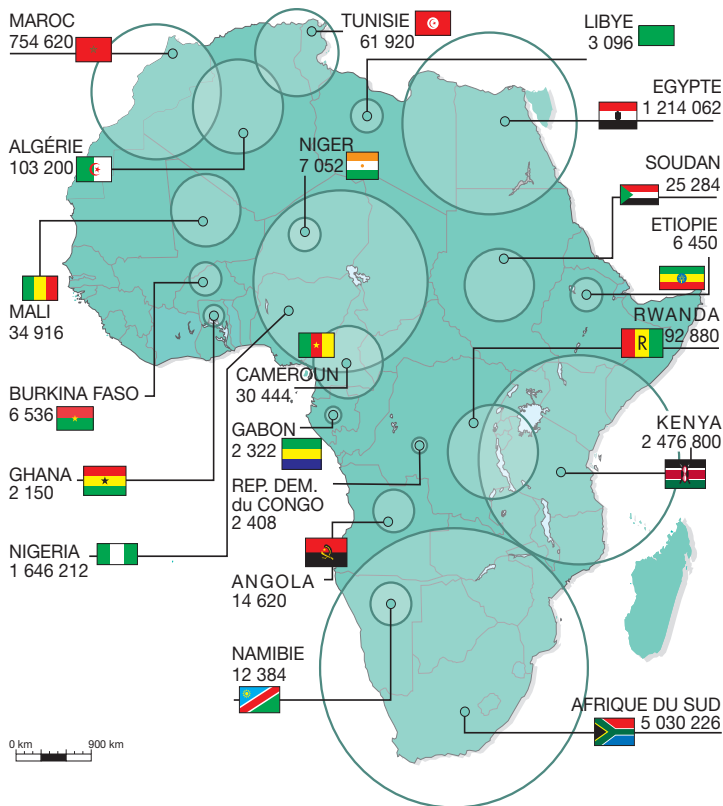
Ce processus qui, tel que le souligne le professeur de l'Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg, Mbuyo Kabunda, coïncidait avec la période post-guerre froide, « fut considéré par certains comme 'la deuxième libération d'Afrique', pour signifier la fin des partis uniques et la convocation des conférences nationales souveraines ou constitutionnelles, conduisant à la libéralisation politique ». Ce qui n'eut pas lieu en Afrique du Nord, « où les régimes établis ou les mandataires se maintinrent moyennant quelques réformes superficielles », ajoute le professeur de la République démocratique du Congo.

Kabunda, de même, insiste sur le fait qu'il faut nuancer que ce qui eut lieu en Afrique subsaharienne se fit à différentes vitesses : « Dans certains cas, des alternances au pouvoir se produisirent et, dans d'autres, les régimes autoritaires se maintinrent en changeant seulement les formes à travers des démocraties électorales ou 'démocraties', mais dans aucun des deux cas l'on ne vit de véritables alternatives, en raison de l'adhésion au projet néolibéral des nouveaux gouvernants élus ».

De ce fait, le professeur congolais reconnaît trouver un possible impact du *Printemps arabe* en Afrique subsaharienne, qui justifierait ce qui est déjà en train d'arriver dans certains pays : « L'exigence de la population (et des jeunes en particulier) d'approfondir le processus précédent, non finalisé. Surtout là où il fut manipulé et confisqué par les classes gouvernantes ». Et l'un des signes distinctifs d'Afrique subsaharienne face à ses voisins du Nord est, précisément, à caractère démographique. Selon les données de la Banque mondiale, alors que dans le monde arabe le pourcentage de la population entre 15 et 19 ans était de 33,77 % en 2010, ce secteur de la jeunesse atteint des quotas encore plus élevés dans la région subsaharienne : de 42,42 % cette même année.

Au Sénégal, le poids de ces jeunes dans les protestations est énorme. Malgré le fait que les manifestations s'intensifièrent le vendredi 27 janvier – après que la Cour constitutionnelle ait accepté la candidature du président Abdoulaye Wade pour opter à un troisième mandat lors des

Comment l'Afrique tweete



Note : les 20 pays qui tweetent le plus (tweets en Afrique pendant le dernier trimestre de 2011)

Source: Portland Communications.

présidentielles du 26 février –, l'on pourrait dater les manifestations massives de la société sénégalaise en juin 2011. Ce fut alors, lorsque le mouvement M23 regroupa les jeunes, que, en plus de tenter de freiner les plans de Wade pour se présenter de nouveau aux élections, à ses 85 ans, ils ont montré leur mécontentement vis-à-vis de la gestion socioéconomique de leur chef d'État. Dans ce pays d'Afrique occidentale, le seul qui n'ait pas connu un coup d'État depuis son indépendance en 1960, la Constitution marque un maximum de deux mandats, mais Wade affirme qu'il se trouvait déjà au pouvoir lorsque la loi fut modifiée.

Parmi le secteur de la population contre le président, se trouve le groupe « Y en a marre », formé à l'origine par des rappers. Un mouvement qui se définit comme apolitique, pacifique, volontaire et laïc, dans un pays comme le Sénégal, où près de 95 % de la population est musulmane, a su toucher ses sympathisants à travers ses chansons. Dans des déclarations au journal burkinais *Le Pays*, (22 novembre 2011), quatre de ses membres se proposaient comme alternative : « (...) loin des guerres tribales et religieuses, des révolutions armées, des rebellions qui sont orchestrées et machinées en Occident », mais surtout, ils revendiquaient le contrôle sur l'avenir d'Afrique, en défendant les valeurs panafricaines bien au-delà de ce que font certains gouvernements, qu'ils accusent d'être toujours « des marionnettes de leurs blancs ».

Le cas du Cameroun est différent. Les élections présidentielles qui ont eu lieu le 9 octobre 2011, malgré les dénonciations d'irrégularités de l'opposition, ont débouché à nouveau sur l'élection du président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982. La manifestation publique de mécontentement, par contre, se limita finalement à une déception presque attendue.

Au Cameroun, deux facteurs s'unissent, selon certains experts, en amortissant les protestations : d'un côté, ce pays d'Afrique centrale présente, parmi ses principales sources de revenus, de l'or, du pétrole, du bois, des plantations agricoles, l'élevage ou la pêche. D'un autre, selon l'Indice de perceptions de la corruption de 2011, de Transparence internationale, le Cameroun se situe au 134^e du classement avec 2,5 points sur un maximum de 10.

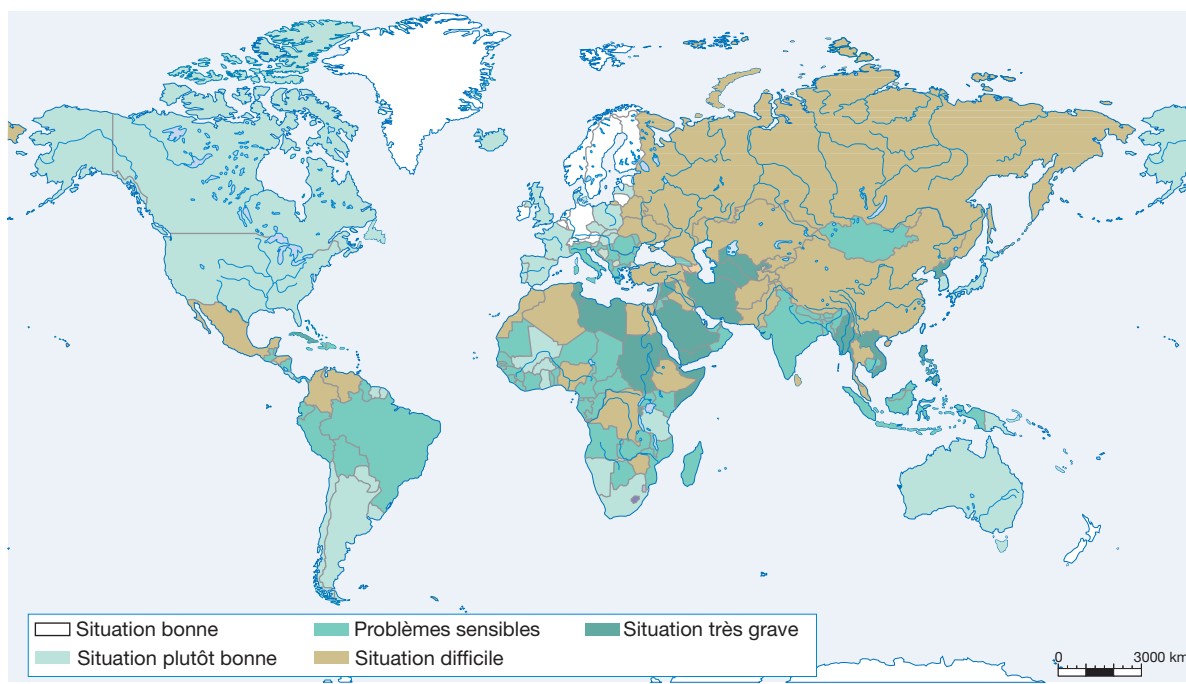
Mais lorsque l'on analyse l'Afrique subsaharienne, on oublie souvent une composante fondamentale : que les mouvements sociaux subsahariens, dont la force a été clairement démontrée avant les indépendances, ont leurs propres standards d'action.

Tel que le signale Iniesta, si la population n'exprime pas son désaccord lors de la dispute électorale, cela ne signifie pas qu'elle n'utilise pas d'autres voies pour manifester ses plaintes. « Au Cameroun, ces trois dernières années, il y a eu deux grèves générales que personne n'a décrété, mais qui ont paralysé le pays, même les aéroports », et il ajoute : « La raison est simple : on vote comme un moyen de plus, mais on sort dans la rue lorsque le gouvernant élu fait quelque chose d'absurde. Le vote n'est pas sacré en Afrique [subsaharienne], ce n'est qu'un moyen parmi d'autres ».

Plus de liberté de presse et un moindre accès aux nouvelles technologies

Une autre idée courante sur l'Afrique subsaharienne difficile à démonter est celle qui dit que dans tous les pays d'Afrique la presse est pro-gouvernementale ou fortement contrôlée. Sans vouloir, bien sûr, sous-estimer la nécessité de continuer à soutenir une plus grande liberté d'expression à travers les réseaux transnationaux, la promotion de médias indépendants et de meilleures conditions pour les journalistes de la région, il convient de s'arrêter sur le *Rapport annuel sur la Liberté de la presse dans le monde*, de Reporters Sans Frontières, pour observer que l'Afrique n'est pas uniforme dans ce cas-là non plus. En simplifiant une fois de plus, au moment du *Printemps arabe* il existait des différences claires entre les pays d'Afrique du Nord et ceux d'Afrique subsaharienne. Sauf quelques exceptions, la liberté de la presse en 2010 était meilleure dans cette région que dans les pays où se sont produits les « printemps arabes ». Alors que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne enregistraient une liberté d'expression semblable à celle du Brésil ou de l'Inde (niveau 3) et six présentaient une « situation plutôt bonne » équivalente à celle d'Espagne ou France

La liberté de la presse dans le monde, 2010



Source : Reporters sans frontières.

(niveau 2), toute l'Afrique du Nord se trouvait dans une « situation difficile » (niveau 4) ou « très grave » (niveau 5).

Au contraire, le *Printemps arabe* a souligné quelque chose par rapport à l'Afrique subsaharienne : les difficultés qu'ont les subsahariens pour accéder aux nouvelles technologies et à quel point cette réalité leur rend difficile la communication bidirectionnelle avec le reste du monde.

Selon l'étude *How Africa Tweets*, de toute l'Afrique subsaharienne, en excluant l'Afrique du Sud, dans la liste des 10 premiers pays qui ont envoyé le plus de *tweets* lors du dernier trimestre de 2011, on ne remarque que le Kenya – et en termes relatifs, vu la taille de leur population, le Rwanda et même le Mali –, face à la position qu'occupent le Maroc, l'Égypte, l'Algérie ou la Tunisie. Il est vrai que le Nigeria se situe à la troisième place avec un peu plus de 10 % des *tweets* envoyés pendant cette période, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit du pays le plus peuplé de toute l'Afrique, avec plus de 160 millions d'habitants, ce qui fait que la valeur absolue (1,65 millions de *tweets*) par rapport à la taille de sa population est très faible.

Ainsi donc, si un *Printemps subsaharien* avait eu lieu, le rôle octroyé aux réseaux sociaux dans le *Printemps arabe* aurait été très différent. Sans aller plus loin dans l'analyse, il convient au moins de signaler qu'il est significatif que le Sénégal ne se trouve pas parmi les 20 premiers pays que souligne le rapport réalisé par Portland Communications. En particulier lorsque le dernier de la liste est le Ghana avec à peine 2 150 *tweets* envoyés en trois mois, sur un total de 11,5 millions.

Bien que la téléphonie mobile se soit étendue dans la région et ait facilité la communication entre la popula-

tion et avec l'extérieur, l'accès aux nouvelles technologies demeure l'une des priorités des Objectifs du Millénaire de développement (OMD) pour le sous-continent.

L'impact de la guerre civile en Libye et de l'intervention de l'OTAN

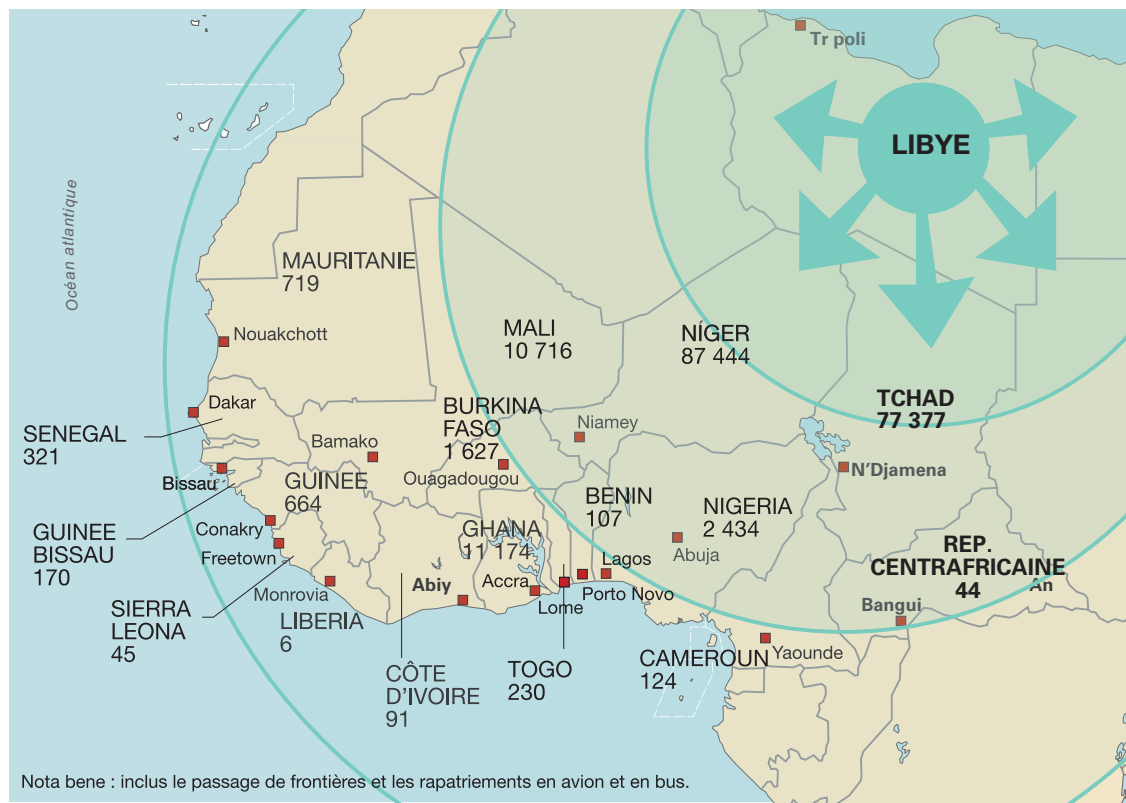
Ce qui a bien laissé une traînée de conséquences, dont les dimensions ne sont pas encore toutes mesurables, c'est bien la guerre civile en Libye et le renversement de Mouammar Kadhafi, avec la présence des troupes de l'OTAN.

En premier lieu, avec la chute du leader libyen, on a aussi mis fin au seul leader d'Afrique du Nord qui, ces dernières années, avait défendu et parié clairement sur le panafricanisme, gagnant avec ses actions l'appui d'une grande partie de la population subsaharienne qui désapprouve les interventions extérieures en tout genre sur le continent, en particulier celles d'Occident.

Face à l'accroissement du poids des nouveaux acteurs internationaux (Chine, Brésil, Inde, pays arabes...) sur la scène politico-économique mondiale, en général, les dirigeants africains s'en sortent aisément dans le domaine diplomatique, alors que dans le domaine politico-économique ils se trouvent plus ou moins liés à leurs relations avec les anciennes puissances coloniales et impérialistes, en fonction du pouvoir de négociation que leurs ressources ou leurs intérêts personnels leur permettent.

Cependant, au-delà des gouvernants, le sentiment de rejet des pays occidentaux s'est accru parmi la population

Migrants sortis de Libye, jusqu'au 20 juillet 2011



Source : OIM.

subaharienne, après ce qui est arrivé en Libye. En particulier dans des endroits comme le Mali où Kadhafi avait clairement joué le rôle de contrepouvoir aussi bien sous forme d'investissements (dans le tourisme, la banque ou l'agriculture) ; de coopération bilatérale (construction de tout un quartier dans la capitale, Bamako, où se trouvent la plupart des ministères maliens) ; de coopération multilatérale (à travers ses contributions à la Banque africaine de développement) ; ou à caractère symbolique-religieux (comme la construction du centre culturel islamique).

Deuxièmement, la guerre civile en Libye provoqua un problème migratoire pour les Subsahariens qui travaillaient dans le pays, normalement de passage tandis qu'ils cherchaient la façon de se rendre en Europe. Sans argent pour continuer le voyage vers le Nord, quand le conflit éclata, l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM) dénonça la situation de ces africains qui voulaient retourner dans leurs pays d'origine, mais ne le pouvaient pas non plus. De plus, certains étaient attaqués par la population libyenne, les accusant de lutter en tant que miliciens dans les troupes fidèles à Kadhafi, bien que, tel que le signala le moment venu le porte-parole de l'OIM, Jean-Philippe Chauzy, la plupart des migrants d'Afrique subsaharienne n'avaient rien à voir avec les combats.

Le 3 novembre 2011, l'OIM comptait 768 372 migrants sortis de Libye vers la Tunisie, l'Égypte, le Niger, l'Algérie, le Tchad, le Soudan et même l'Italie et Malte. Leur rapatriement a eu des répercussions non seulement sur les budgets des États qui collaborent avec celui-ci, mais aussi dans la coupure du flux de transferts vers leurs pays.

triement a eu des répercussions non seulement sur les budgets des États qui collaborent avec celui-ci, mais aussi dans la coupure du flux de transferts vers leurs pays.

En Afrique subsaharienne 'les saisons' sont différentes et souvent liées à l'agriculture

Ces dernières années, la population d'Afrique subsaharienne a montré, en de nombreuses occasions son désaccord, non seulement pour contester des résultats électoraux (au Kenya ou récemment dans la RDC), ou pour défendre d'autres droits politiques même en risquant leurs vies (au Zimbabwe), mais surtout pour réclamer leurs droits économiques et sociaux. Des protestations comme celles qui ont eu lieu en Afrique du nord en raison de la hausse des prix des aliments ou du pétrole, déjà en 2007-08, s'étendirent au reste du continent et continueront à peser sur leurs gouvernements si ceux-ci, en connivence en de nombreuses occasions avec les puissances étrangères, n'utilisent pas les ressources d'une Afrique riche pour satisfaire, au moins, les besoins de base de leurs habitants, ainsi que pour garantir leur dignité. Peut-être qu'alors, la majorité de la population d'Afrique subsaharienne voudra, et pourra, opter librement pour une démocratie étrangère et pour un modèle d'État imposé, qui ne ressemble presque en rien aux nôtres. ■